

Appel féministe et antiraciste contre la violence et pour une politique qui met la vie au cœur de la lutte

25.11.2021

Nous autres femmes, lesbiennes, personnes intersexuelles, transsexuelles, *Travesties*, non-binaires, Noires, indigènes, femmes de couleur, ouvrières, femmes de gauche, mères, travailleuses sociales, sommes une force politique dynamique et puissante dans la rue et dans les organisations. Donc nous sommes le sujet vivant le plus apte à réaliser des changements. Le mouvement féministe est le plus important déclencheur pour la politisation de la vie. Il comprend dans ses rangs des jeunes garants de la continuité de notre projet politique. En Argentine, il est à la pointe et la forteresse dans la résistance contre le néolibéralisme. Au Brésil et en Europe, il s'oppose à la montée de l'extrême droite et au conservatisme. Au Chili, il a joué un rôle central étant la force motrice et organisée de l'insurrection et aujourd'hui, il est l'une des principales forces qui dirigent et façonnent le processus constitutionnel vers un horizon transformateur.

C'est la raison pour laquelle il s'avère urgent de conquérir le pouvoir politique, en ayant un pied dans les autres mouvements et un autre dans les institutions, avec la possibilité de placer la vie au cœur de la lutte. Aussi, il s'agira de mener une politique féministe, anti-impérialiste, antiraciste, anticoloniale et pour les droits des tsiganes et des personnes queer. Cet objectif exige une profonde démocratisation des structures politiques et institutionnelles, car les luttes sociales et démocratiques sont indissociablement liées.

Pourtant, nous sommes confrontés à des obstacles. Premièrement, du point de vue historique, les institutions excluent de larges couches populaires et des marginalisé.es, des aides et de l'assistance de leurs proches; deuxièmement, celles qui arrivent aux institutions après de longs efforts individuels et collectifs se voient soumises aux différentes formes de violence et cela avant, durant et après la période électorale. Cette violence vise à nous intimider et à nous écarter des mouvements pour bloquer toute initiative progressiste. En somme, il s'agit d'une question fondamentale du caractère démocratique de tout débat politique.

Notre appel international cloue au pilori la violence politique et institutionnelle sous toutes ses formes, dans chaque pays comme dans chaque région. Nous nous engageons pour l'avènement d'une vie digne.

+++++

On ne s'attaque qu'à ce qu'on redoute. La violence politique est leur moyen le plus efficace pour nous empêcher de traduire nos exigences en termes de changement de politiques institutionnelles. La violence politique est inhérente au pouvoir hégémonique pour maintenir le statut quo. On essaie de punir le féminisme en résistance et la lutte pour les droits de l'homme pour les réduire au silence en s'attaquant à leur intégrité physique et morale tout en distillant la haine via les réseaux sociaux. Nous condamnons la promotion d'une politique qui décide de notre vie et de notre mort, de campagnes antiféministes dans différentes parties du monde qui conduisent aux féminicides et aux crimes de haine.

Au **Brésil**, le bolsonarisme a établi un projet d'hégémonie blanche basé sur le racisme et le génocide, ce qui est le cas aussi dans d'autres parties de l'Amérique du Sud. Sa politique vise à assassiner les

femmes et les Noir.es qui sont majoritaires dans la population. Marielle Franco, députée à Rio de Janeiro et activiste dans une favela, a été assassinée tout simplement parce qu'elle était femme, Noire et queer après avoir critiqué la police. Une telle fémeicide vise à intimider et à fragiliser de manière générale les femmes noires. Malgré tout cela n'a pas empêché l'augmentation de candidatures femmes et leur élection démocratique. Les députées trans et Noires souffrent le plus des crimes de haine. La transphobie fait partie du projet hégémonique.

Au **Chili**, la violence politique à l'encontre des femmes occupant des postes démocratiquement élus s'est très clairement manifestée au sein de l'Assemblée constituante. Ainsi, des représentantes de groupes indigènes, comme la présidente de l'Assemblée Elisa Loncón et la Machi Francisca Linconao, une autorité spirituelle du peuple Mapuche, ont été attaquées à plusieurs reprises, tant au sein de l'Assemblée que sur les réseaux sociaux. Des attaques similaires ont été menées contre des écologistes, des militantes pour le droit à l'eau et des féministes. De plus, il y a quelques jours, le candidat fasciste a obtenu la majorité au premier tour des élections présidentielles, ce qui constitue une menace pour la vie des femmes, des filles, des queers, des migrantes et des groupes indigènes.

Il s'agit là des exemples patents, mais la violence politique et institutionnelle prend des proportions inquiétantes dans de différentes parties du monde. Dans **l'État espagnol** et en **Allemagne**, cette violence politique et sexiste vise des femmes engagées dans des organisations de gauche. Elles ne peuvent plus s'exprimer à travers le digital à cause des violences verbales et les traitements dégradants qui leur sont infligés. C'est le cas aussi des activistes femmes à la base, de journalistes femmes et d'artistes femmes. L'attaque de l'Etat espagnol contre la revue *Pikara* en est un exemple.

On peut aussi trouver des accents de masochisme, de racisme au sein de certaines organisations de gauche. C'est ainsi que se reproduisent des clichés de droite. Des fois le discours change, mais pas la pratique. Nous disons que nous voulons non seulement participer, mais aussi décider de la répartition des budgets. Nous luttons pour que nos partis deviennent plus féministes et plus antiracistes aux plans national et international en plaçant le bien-être au cœur des préoccupations.

+++++

Basées sur notre expérience commune, **nos propositions** concernant la démocratisation de la politique pour le démontage des structures sexistes et racistes ressortent de nos actions :

- **Nous nous devons de renforcer les liens entre les mouvements sociaux, les mobilisations dans la rue et celles de nos organisations de même que la participation aux institutions.** Si nous arrivons à envoyer nos représentantes dans l'appareil d'Etat la logique institutionnelle fait tout pour les diviser et de brouiller les relations entre personnes et structures collectives. C'est très important de les protéger et encadrer aux fins d'obtenir une réalisation collective des mandats tout en promouvant la pression populaire pour le changement.
- Nous mettons en œuvre **des stratégies de participation directe et démocratique** aux plans local et national. Au Brésil, les mandats collectifs sont présentés par des équipes et nous travaillons ensemble au parlement, même si c'est seulement une personne qui est acceptée. Les quotas pour les femmes, les Noires et les indigènes en cas de candidatures servant de mécanismes démocratiques sont susceptibles de changer les rapports de force dans l'espace institutionnelle mixte. Une autre stratégie pratiquée dans différentes régions vise à inviter les représentantes des mouvements sociaux et des groupes (ouvrier.es, Rom, émigré.es, Noires, femmes, personnes transsexuelles, handicapé.es) aux auditions parlementaires leur

permettant de s'exprimer directement et personnellement devant tous les député.es. Pour y arriver il est nécessaire de créer une espace de formation politique en commun et c'est là que nous pourrions discuter de la politique institutionnelle comme de la législation.

- Il semble nécessaire de créer **des stratégies de sécurité, d'assistance et d'auto-défense** contre les magnats dans l'économie et contre les acteurs de droite. Il faudra également établir des procès-verbaux contre la violence sexiste. Nous estimons aussi que la violence politique et sexiste dans le digital est à discuter dans nos organisations de gauche et dans nos mouvements féministes. Il nous faudra créer des dispositifs pour la protection des données, de cyber-sécurité et définir des critères de l'obligation de diligence. A ce sujet, il faudra lancer une campagne d'éclaircissement respectif à la portée de la société.
- Nous exhortons à **la solidarité internationale** pour protéger des femmes et des personnes queer qui sont devenues des victimes de violence politique à travers le monde. Il faudra tout faire pour empêcher les menaces et la mort. C'est également à nous de développer de propres mécanismes de sécurité, de stratégie d'auto-assistance afin de protéger nos camarades pour être en mesure de réunir l'expérience et le savoir-faire à l'échelle mondiale.

+++++

Notre appel condamne et propose. Il s'agit là d'un dispositif concrétisant notre autodéfense et auto-assistance nous permettant de continuer la lutte à tous les échelles.

Il faudra occuper les espaces politiques y donnant une perspective anticapitaliste, féministe, antiraciste, anticolonialiste, et anticapitaliste. Aucun espace nécessitant la transformation nous est interdit! Nous ne voulons plus vivre dans un monde où nous sommes confrontées à la violence. Nous nous devons de promouvoir des modes de vie dans une société qui se base sur la priorité de *buen vivir*. Nous sommes favorables à une telle démarche qui est partie intégrante de notre politique féministe visant à créer un monde où on peut vivre la joie de vivre. Pour reprendre Emma Goldmann: «Si je ne peux pas danser, ce n'est pas ma révolution à moi».

Contre les tentatives de la droite de nous étouffer, le féminisme nous permet de respirer. Nous savons que la lutte en vaut la peine. La légalisation de l'avortement en Argentine et la dépénalisation dans les faits au Mexique, l'Assemblée constituante au Chili et d'autres victoires que nous avons remportées dans le cadre de notre révolution féministe en sont la preuve.

Cet appel est destiné à renforcer notre joie de vivre et notre attachement internationaliste.

Il faudra persévérer dans les mobilisations populaires, et celles des mouvements, s'investir dans les directions des organisations politiques et revendiquer nos droits dans les institutions.

Nous sommes là pour tout changer.

+++++

Signatures:

Talíria Petrone, Député national et Présidente de groupe au Parlement PSOL – Brésil

Áurea Carolina, Député national de PSOL – Brésil

Érica Malunginho, Député de la province de São Paulo pour le PSOL, Mandata Quilombo – Brésil

Instituto Marielle Franco – Brésil

Vilma Reis, militante féministe du Mouvement des Femmes Noires, PT – Brésil

Coordinadora feminista 8M – Chili

Camila Miranda, Fundación Nodo XXI – Chili

Pierina Ferretti, Fundación Nodo XXI – Chili

Luciana Peker, auteure, journaliste, militante féministe – Argentine

AKAFEM Réseau féministe municipal – État espagnol

Nieves Salobral, membre de AKAFEM – État espagnol

Rocío Fraga, militante féministe, ex-conseillère municipale de A Coruña pour Marea Atlántica et membre de AKAFEM – État espagnol

Eva Abril, Responsable du féminisme de Barcelona En Comú – Catalogne

Oihana Etxebarrieta Legrand, Députée de EH Bildu au Parlement autonome de Gasteiz – Pays basque

Patri Perales Hurtado, Députée de EH Bildu au Parlement autonome de Pampelune – Pays basque

Monika Plazaola, Responsable du secteur féminisme et LGTBI de EH Bildu – Pays basque

Aiora Epelde Agirre, Responsable de la politique féministe du parti SORTU – Pays basque

Idoia Zengotitabengoa Laka, Coordinatrice générale Fundación Iratzar – Pays basque

Elena Beloki Resa, Responsable du département international Fundación Iratzar – Pays basque

Janine Wissler, Co-présidentes du parti DIE LINKE et Député national – Allemagne

Susanne Hennig-Wellsow, Co-présidentes du parti DIE LINKE et Député national – Allemagne

Melanie Wery-Sims, Comité exécutif DIE LINKE – Allemagne

Julia Schramm, Comité exécutif DIE LINKE – Allemagne

Friederike Benda, Comité exécutif DIE LINKE – Allemagne

Bettina Gutperl, Comité exécutif DIE LINKE – Allemagne

Nina Eumann, Présidente de la fédération régionale du DIE LINKE en Rhénanie-du-Nord-Westphalie – Allemagne

Cornelia Möhring, Membre du Bundestag DIE LINKE – Allemagne

Gökay Akbulut, Membre du Bundestag DIE LINKE – Allemagne

Heidi Reichinneck, Membre du Bundestag et porte-parole pour la politique féministe du groupe parlementaire DIE LINKE – Allemagne

Elif Eralp, Membre du parlement de Berlin, links*kanax – reseau migrant du DIE LINKE – Allemagne